



Les organisations syndicales
CGT éduc'action, FSU, SE-UNSA,
Sgen-CFDT, SNALC, Sud Éducation

Paris, le 28 septembre 2023

à Monsieur le ministre de l'Éducation
nationale et de la Jeunesse

Objet : demande d'audience

Monsieur le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse,

Alors qu'une réforme s'engage dans les lycées professionnels, l'intersyndicale voie professionnelle, représentante des personnels des lycées professionnels, déplore, depuis plus d'un an maintenant, l'absence d'un véritable dialogue social avec Mme Grandjean, ministre déléguée à l'enseignement et la formation professionnels. Afin de palier ce déni de démocratie sociale et ce mépris, nos organisations syndicales CGT éduc'action, FSU, SE-UNSA, SNALC, Sud Éducation, Sgen-CFDT vous sollicitent pour une audience dans les plus brefs délais pour évoquer cette nouvelle réforme à l'opposé des besoins des élèves des lycées professionnels et qui met à mal tous les personnels qui y exercent.

Nous souhaiterions que soient clarifiées les contradictions apparues entre vos discours et la finalité de la réforme de Mme Grandjean - en particulier le rôle, la place et le devenir des personnels de l'éducation nationale que sont les PLP, le plus d'école et mieux d'école pour les élèves des lycées professionnels, et les fermetures de filières tertiaires prétendument non insérantes.

Nous dénonçons l'opération de discrédit menée par Mme Grandjean contre les personnels de lycées professionnels qui, sans bilan aucun des réformes précédentes, sous-entend que nous sommes comptables des problèmes d'insertion professionnelle et du décrochage scolaire. Nous dénonçons les mesures qui viseraient à remplacer les professionnels de l'Éducation nationale par des personnels du monde économique, BDE, structure d'insertion de proximité (dispositif TDO), professeurs associés, etc. et le basculement de nos missions d'enseignement vers celles dévolues normalement à d'autres professionnels que sont les agents d'insertion des missions locales ou de France travail, dispositif ambition emploi, brique décrochage, partenariat en terminale avec France Travail etc.

Nos élèves cumulent des difficultés scolaires, sociales et économiques qui ont été renforcées par la réforme Blanquer - constat dénoncé par toutes les organisations syndicales et dans des tribunes de chercheurs et de parlementaires. Malgré un manque criant d'école pour nos lycéens professionnels, dénoncé lors des mobilisations massives de personnels à l'automne dernier à l'appel d'une intersyndicale unitaire, C. Grandjean s'obstine à vouloir augmenter les PFMP en Terminale. Les Personnels de lycées professionnels doivent connaître votre arbitrage sur ce sujet précis.

Les annonces sur l'évolution des cartes de formation génèrent un climat anxieux et alarmant non propice à la sérénité nécessaire dans les établissements. Les personnels de lycées professionnels sont à l'évidence maltraités par l'institution qui annonce le 4 mai puis le jour de la prérentrée un calibrage arbitraire de 15 % de fermetures et en un temps ultra rapide (décembre) sans que ni eux ni leurs représentants ne soient consultés ni écoutés.

Pour nos organisations syndicales CGT éducation, FSU, SE-UNSA, SNALC, Sud Éducation, Sgen-CFDT, c'est plus et mieux d'École dont ont besoin nos élèves et du respect pour nos métiers et nos missions. Ce sont les personnels qui aujourd'hui portent les lycées professionnels à bout de bras et nous refuserons une nouvelle dégradation de nos conditions d'exercice comme nous refuserons la mise en danger de l'avenir de nos élèves.

Veillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de notre attachement au service public d'Éducation.